



FEDERATION GENERALE DES FONCTIONNAIRES FORCE OUVRIERE

46, rue des Petites Ecuries - 75010 PARIS

Tél : 01.44.83.65.55 - Fax : 01.42.46.97.80

E-mail : contact@fo-fonctionnaires.fr - Site : <http://www.fo-fonctionnaires.fr>



Communiqué de presse

Réforme Territoriale : pour la FGF-FO : c'est non !

Au lendemain du Conseil des Ministres du 6 mai 2015 qui vient d'annoncer la future publication du décret portant charte de déconcentration qu'aucune organisation syndicale n'a soutenue lors du dernier Conseil Supérieur de la Fonction publique de l'Etat, la FGF-FO confirme sa totale opposition à la réforme territoriale notamment sa partie concernant les services de l'Etat.

Après différentes lois, notamment celle du 16 janvier 2015 créant des régions de taille XXL, et avant le vote définitif du Parlement sur la loi NOTRe (Nouvelle Organisation Territoriale de la République), la FGF-FO rappelle que ces fusions de région vont entraîner des fusions de service et des mobilités forcées pour les agents sans précédent.

Le rapport des inspections générales commandé par le Gouvernement annonce que 10 700 agents sont concernés par des mobilités forcées au sein de la Fonction publique de l'Etat pour les seules régions fusionnées.

A titre d'exemple des régions fusionnées, le rapport d'inspection annonce que la ville de Limoges subirait la suppression de 909 postes et celle de Montpellier, la suppression de 1 562.

Si les mobilités entraînent des déplacements engendrant des mutations des agents et de leurs familles, l'impact économique sera important pour ces communes et la présence des services publics deviendra une denrée rare également.

La FGF-FO renouvelle son attachement aux politiques publiques ministérielles. Chaque ministère doit pouvoir organiser et décliner ses missions au plus près des citoyens dans les départements.

En réduisant les directions et les services déconcentrés de l'Etat, en supprimant des milliers de postes, en diminuant la présence des Services publics dans les départements ruraux notamment, le gouvernement met en péril l'égalité républicaine.

Pour la FGF-FO, le Service public est le garant de la cohésion sociale. Dans une période difficile, notamment après le 11 janvier 2015, plus que jamais les services publics sont indispensables pour défendre les valeurs républicaines.

Pour la FGF-FO, le gouvernement, en accentuant sa politique d'austérité et en réduisant la présence de l'Etat au plus près des citoyens, fait le chemin inverse.

La FGF-FO revendique :

- **Le maintien des services publics de proximité et la mise en adéquation des moyens et des missions pour porter avec efficacité les politiques publiques**
- **La défense du statut général et des statuts particuliers porteurs des valeurs républicaines,**
- **Le maintien d'une politique nationale des Services publics garantissant l'égalité des droits des citoyens et non une politique régionale impliquant de fait des droits différenciés**

Fait à PARIS, le 7 mai 2015